

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le (date d'approbation)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE PLUCHART SARL.

11 boulevard des Alliés
59148 Flines-lez-Raches

Références : [2024-V3-154](#)

Code AIOT : 0007000109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2023 dans l'établissement CARRIERE PLUCHART SARL. implanté Le Bois Montois 59135 Wallers. L'inspection a été annoncée le 01/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'action de contrôle fait suite aux résultats du contrôle inopiné du 15 juin 2022 et du 27 juin 2023 qui font apparaître des dépassements supérieurs à 2 fois la valeur limite de rejet dans les eaux de surface pour plusieurs paramètres dont notamment les sulfates et le nickel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PLUCHART SARL.
- Le Bois Montois 59135 Wallers
- Code AIOT : 0007000109
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre de l'exploitation de la carrière de Wallers, la société Pluchart est autorisée par arrêté préfectoral du 21/05/2013 à remblayer l'excavation avec des déchets inertes externes et notamment des terres excavées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Résultats contrôle inopiné eau DEP2 - Rejet Eau Exhaure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite de la carrière, il a été constaté des problèmes liés à l'exploitation de la carrière avec la présence d'un stockage de sable de plusieurs mètres en surplomb de la zone d'extraction. L'inspection a fait part du risque que représente ce stockage (ensevelissement du personnel en contrebas). L'exploitant a réagi rapidement et a transmis le lendemain matin un reportage photographique du retrait de ce stockage et de la mise en sécurité de son exploitation. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il est soumis à des consignes d'exploitation concernant les hauteurs et le pendage des talus en raison de l'instabilité du matériaux qu'il extrait. Ainsi le sable est peu cohésif et facilement érodable, il est donc indispensable de respecter la géométrie de talus afin de garantir la sécurité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Débit eau exhaure	Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 18.2.3§ 6.2.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	canal venturi	AP de Mise en Demeure du 03/04/2023, article 3	Sans objet
3	VLE eaux exhaures	Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 18.2.3§ 6.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté ce qui suit :

- des dépassements récurrents supérieurs à 2 fois les valeurs prescrites pour les sulfates et le nickel dans les eaux de rejet ;
- des dépassements des quantités maximales d'eau d'exhaure rejetées ;
- l'absence de station météorologique ;
- l'absence de suivi piézométrique ;
- l'absence d'auto-surveillance des sulfates ;
- la création de deux bassins de décantation supplémentaires.

Compte tenu de ces constats, l'inspection demande à l'exploitant :

- de mettre en place une station météorologique ;
- d'effectuer la surveillance piézométrique prescrite par l'arrêté préfectoral ;
- de transmettre une actualisation du plan d'exploitation de la carrière avec le détail du réseau de bassins de décantation ;
- d'effectuer l'autosurveillance des eaux d'exhaure en omettant aucun paramètre prescrit ;
- de démontrer l'origine des sulfates et du nickel en réalisant une étude relative à la géochimie de son gisement et à la qualité des eaux des nappes en amont du site.

L'absence du démarrage d'une telle étude dans les **15 jours** suivant la notification du présent rapport donnera lieu à une proposition à M. le préfet du Nord d'un arrêté préfectoral prescrivant une étude technico-économique relative à la qualité des eaux d'exhaure pour les paramètres suivants : sulfates, nickel, fer et pH.

En cas d'absence de mise en œuvre de la surveillance piézométrique et/ou de l'installation de la station météorologique sous un délai de **1 mois**, l'inspection proposera à M. le préfet du Nord une mise en demeure de respecter les prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : canal venturi

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Canal Venturi – point de prélèvement des eaux d'exhaures
Prescription contrôlée : La société Carrière PLUCHART SARL dont le siège social est situé 3 Le Bois Montois à Wallers est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 18.2.3-§6.2.4 a) de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2013 en justifiant de la mise en conformité du canal venturi dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les éléments justifiant de la mise en conformité sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite sur site, il est constaté que le canal d'amener des eaux au canal venturi a été allongé. L'inspection constate que l'exploitant a fait les travaux permettant de mettre en conformité son installation de mesure de qualité et quantité des eaux d'exhaure avant rejet au milieu naturel. Lors de cette visite, l'inspection constate que l'exploitant a créé 2 bassins supplémentaires pour permettre la décantation des eaux avant rejet afin de limiter la quantité de matière en suspension. L'installation comporte aujourd'hui 4 bassins de décantation en série. L'inspection demande à l'exploitant d'actualiser sous 1 mois le plan d'exploitation de la carrière en faisant apparaître les nouveaux bassins. Sur ce plan devra être précisée la topographie des bassins (profondeur, hauteur d'eau, hauteur des digues de séparation des bassins), la position des canalisations entre les bassins avec leurs fils d'eau, et des flèches permettront d'identifier les sens d'écoulement entre les bassins.
Observations : L'inspection constate que la prescription relative à la mise en place d'un canal de mesure est respectée. L'inspection propose à M le Préfet d'abroger l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 3 avril 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Débit eau exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 18.2.3§ 6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

Le rejet d'eau d'exhaure doit respecter les valeurs limites suivantes :

6.2.1. Valeur maximale du débit

Instantané	Journalier	Moyen mensuel sur l'année	Annuel	Autosurveillance (3)
120 m ³ /h	1940 m ³ /j (temps sec) 2700 m ³ /j (temps pluvieux)	56 300 m ³ /mois (eau de nappe uniquement)	675 000m ³ /an (eau de nappe uniquement)	Continu

Constats :

Lors du contrôle inopiné du 27 juin 2023, les mesures de débit effectuées par le bureau de contrôle sont :

débit instantané : $Q_i = 143,8 \text{ m}^3/\text{h}$ pour un maximum autorisé de $120 \text{ m}^3/\text{h}$

débit journalier : $Q_j = 2056,3 \text{ m}^3/\text{j}$ pour un maximum autorisé de $1940 \text{ m}^3/\text{j}$ (temps sec) et $2700 \text{ m}^3/\text{j}$ (temps pluvieux).

L'installation est munie d'un débitmètre optique qui mesure et enregistre le débit en continu. L'exploitant récupère les données tous les 6 mois à l'aide d'une clé USB.

Lors du contrôle inopiné, il ne pleuvait pas, toutefois l'exploitant est interrogé sur les valeurs de pluviométrie des jours qui ont précédé le contrôle inopiné et la présence d'une station météorologique sur la carrière.

Le volume maximum du rejet étant fonction de la météorologie (temps sec/temps pluvieux), l'inspection s'interroge sur l'impact que pourraient avoir eu des précipitations les jours précédents le contrôle sur les volumes rejetés.

La carrière ne dispose pas de station météorologique. **L'inspection rappelle à l'exploitant que l'article 19.8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dispose : « les carrières soumises à un plan de surveillance des poussières sont tenues de disposer d'une station météorologique maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques ».** Après vérification des chroniques météorologiques sur le mois de juin, celui-ci a été un mois sec. Les débits excédentaires ne peuvent donc pas être imputables à la pluviométrie.

L'inspection demande des explications quant à l'origine de ces débits supérieurs aux valeurs prescrites. L'exploitant déclare qu'il est confronté à la présence de "poches d'eau" dans la couche d'argile qui se vident lors de l'exploitation des fronts. Il déclare que ces venues d'eau ne sont pas prévisibles et qu'elles peuvent être importantes.

L'inspection interroge également l'exploitant sur la corrélation entre le suivi des débits des eaux d'exhaure et le suivi piézométrique du site. L'exploitant n'effectue pas la surveillance piézométrique. **L'inspection rappelle que cette surveillance est prescrite par l'article 18.2.3 de l'Arrêté du 21 mai 2013.**

Compte tenu de ces constats, l'inspection demande à l'exploitant :

- la mise en œuvre d'une station météorologique conforme à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 sous 1 mois ;
- de vérifier la corrélation entre le niveau piézométrique, la météorologie et les débits des eaux d'exhaure conformément à l'article 18.2.3 de l'arrêté d'autorisation du 21 mai 2013, afin de vérifier que l'exploitation de la carrière n'a pas d'impact sur le fonctionnement de la nappe perchée au-dessus des argiles, sous 1 mois.

En cas d'absence de mise en œuvre de la surveillance piézométrique et/ou de l'installation de la station météorologique sous un délai de 1 mois, l'inspection proposera à M. le préfet du Nord une mise en demeure de respecter les prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : VLE eaux exhaures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 18.2.3§ 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

6.2.2. Substances polluantes et paramètres de qualité de l'eau d'exhaure

Paramètres	Eaux d'exhaure Valeur ou concentrations maximale (2) (5) (6) Rejet dans le reseau de fossé	Flux maximal du rejet dans le fossé	Autosurveillance (3)
pH	6<pH<9		Tri
Température	<25,5 °C		Tri
MEST mg/l	<25 (en moyenne annuelle) <50 (valeur maximale pour un contrôle)	130kg/j 16800 kg/j	Tri
DCO échantillon non décanté mg/l	≤30	80 kg/j	Tri
DBO5 mg/l	≤6	16 kg/j	Tri
Hydrocarbures mg/l	≤1	2,5 kg/j	Tri
Couleur mg de Pt/l	≤60		Tri
As (Arsenic) µg/l	≤10		Sem
Ba (Baryum) mg/l	≤1		Sem
Cd (Cadmium) µg/l	≤0,04		Sem

Cr (Chrome total) mg/l	≤1,8		Sem
Cu (Cuivre) µg/l	≤ 1		Sem
Hg (Mercure) µg/l	≤0,07		Sem
Ni (Nickel) µg/l	≤20		Sem
Pb (Plomb) µg/l	≤7,2		Sem
Sb (Etain) µg/l	≤10		Sem
Se (Sélénium) µg/l	≤10		Sem
Zn (Zinc)	≤4,3		Sem
Cl ⁻ (Chlorures) mg/l	≤100		Sem
F ⁻ (Fluorures) mg/l	≤1,7		Sem
SO ₄ ²⁻ (Sulfates) mg/l	≤250		Sem
Phénols (indice phénols) mg/l	≤0,1		Sem
COT (Carbone Organique Total) mg/l	≤7		Sem
Benzo(a)Pyrène	≤0,05		Sem
Benzo(b)Fluoranthène Benzo(k)Fluoranthène	Total ≤0,03		Sem
Benzo(g,h,i)pérylène Indéno(1,2,3,cd)pyrène	total ≤0,002		Sem
PCB (Biphénylspolychlorés 7 congénères) µg/l (3)	Valeur unitaire ≤0,001 Total des 7 ≤0,001		Sem

(1) source : arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et arrêté ministériel du 6 juillet 2011 relatif aux déchets inertes des installations de la rubrique 2515

(2) source : arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières, arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux références de qualité des eaux brutes et eaux pour la consommation humaine, tableau 8 de l'annexe A et tableau 24 de l'annexe B du SDAGE Artois Picardie, SEQ Eau version 2-21032003

(3) somme des concentrations des congénères PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180

(4) le signe " - " signifie que la valeur est sans objet, ou que le flux n'est pas quantifiable (concentration en dessous du seuil de détection ou éventuellement très faible)

(5) ces valeurs ne sont pas applicables si le dépassement mesuré résulte de l'état physico-chimique de la nappe des sables landéniens en amont hydraulique de la carrière. Dans ce cas l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin, entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de l'eau d'exhaure. Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées

(6) normes d'analyse selon l'arrêté ministériel du 17 septembre 2003 relatif aux méthodes

d'analyse des échantillons d'eau et à leurs caractéristiques de performance (annexes IV et V relatives aux eaux brutes) et/ou l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

En cas de modification des méthodes normalisées, les nouvelles dispositions sont applicables dans le délai de six mois suivant leur publication.

Analyses des échantillons par un laboratoire agréé par le ministre chargé de la santé (arrêté ministériel des 8 juillet 2009, 24 janvier 2005 et article R 1321-21 du code de la santé publique) et/ou l'arrêté du 29 novembre 2006 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection interroge l'exploitant sur les résultats des contrôles inopinés effectués en 2022 et 2023, faisant apparaître des dépassements supérieurs de plus de deux fois les valeurs limites en concentration pour les paramètres suivants :

Date du contrôle	Paramètre en concentration	Valeur limite prescrite
15/06/2022	[SO4]=610 mg/l	250 mg/l
27/06/2023	[SO4]=690 mg/l	250 mg/l
15/06/2022	[Ni]=0,0544 mg/l	20 µg/l soit 0,02 mg/l
27/06/2023	[Ni]=0,105 mg/l	20 µg/l soit 0,02 mg/l

L'inspection échange depuis plusieurs mois avec l'exploitant concernant la transmission de son autosurveillance qu'il ne parvient pas à transmettre via GIDAF. L'exploitant a donc transmis les résultats de son autosurveillance par courriel le 29 janvier 2024. Le tableur transmis compile l'auto-surveillance entre 2017 et 2023.

L'analyse des résultats montre que ces dépassements sont récurrents pour le nickel, et ont les mêmes ordres de grandeur que ceux mesurés lors des contrôles inopinés. L'inspection constate que les sulfates ne sont pas surveillés par l'exploitant.

L'inspection demande en conséquence à l'exploitant de réaliser l'autosurveillance conformément à la prescription de l'article visé ci-dessus et de vérifier que l'ensemble des paramètres sont bien analysés suivant les fréquences prescrites.

L'inspection s'interroge sur l'origine des éléments : sulfates et nickel. Conformément au point 5 de la prescription ci-dessus, il est attendu que l'exploitant démontre l'origine de ces dépassements ; le cas échéant, si ces dépassements sont liés à la qualité de la nappe des sables du landénien en amont du site, les valeurs limites ne seraient pas applicables. **En conséquence, l'inspection demande à l'exploitant de caractériser la source et de proposer un plan d'action afin de permettre la maîtrise de ces rejets. L'exploitant a proposé à l'inspection de compléter l'étude technico-économique prescrite par l'APC du 13 novembre 2023 concernant la réduction des matières en suspension de ses rejets d'exhaures par les paramètres des sulfates et du nickel.**

L'inspection alerte l'exploitant sur des mesures de pH inférieures à 6 et demande à ce que des actions correctives soient menées afin de tamponner correctement les eaux avant rejet direct au milieu naturel. Il est rappelé que des chocs acides ou basiques ont un effet délétère sur le milieu dans lequel s'effectue le rejet (fossé).

D'autre part, l'inspection constate que le tableau de l'article 6.2.2 sus-visé comporte plusieurs paramètres pour lesquels les valeurs prescrites sont soit inférieures aux seuils de quantification des méthodes d'analyse normalisées (PCB, Cd), soit sans unité (HAP) ; il est également constaté l'absence de surveillance du fer. Or, pour ce dernier, lors des inspections du site, il est constaté que les eaux d'exhaures sont oranges, avec la présence de précipitations ferriques dans les bassins de décantation. L'exploitant déclare qu'il y a de la pyrite dans les sables qu'il extrait.

Au vu des constats ci-avant, l'inspection demande à l'exploitant de renforcer sa connaissance sur les caractéristiques géochimiques de son gisement. Il est important que le suivi des métaux soit corrélé à la mesure des sulfates. L'étude géochimique devra être corrélée à une meilleure connaissance des volumes d'eau d'exhaures afin d'appréhender les flux des différents paramètres rejetés dans le milieu naturel.

À l'issue de l'étude technico-économique concernant la qualité des eaux de rejet de la carrière, l'inspection proposera un arrêté préfectoral complémentaire de refonte de la surveillance des eaux d'exhaures et le tableau 6.2.2 afin de corriger les erreurs relevées.

Observations :

L'inspection observe que la connaissance de l'exploitant quant à la caractérisation géochimique de son gisement est lacunaire et ne lui permet pas de mettre en œuvre un plan d'action permettant d'améliorer la qualité de ses rejets.

L'inspection demande à l'exploitant de proposer un plan d'action sur la base d'une étude géochimique des eaux d'exhaures.

L'absence du démarrage d'une telle étude dans les 15 jours suivant la notification du présent rapport donnera lieu à une proposition à M. le préfet du Nord d'un arrêté préfectoral prescrivant une étude technico-économique relative à la qualité des eaux d'exhaures pour les paramètres suivants : sulfates, nickel, fer et pH.

Type de suites proposées : Sans suite